

PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Service de l'agriculture, de la forêt
et de l'environnement

Pôle de l'environnement
et des installations classées

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE N°11858 DE MISE EN DEMEURE

Société PERRIEN INDUSTRIES MONTREUIL (PIM)

à

GONESSE

**Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.516-1, L.516-2, L171-6, L. 171-8, L172-1, L511-1, L514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 mars 1976 autorisant la société **PERRIEN INDUSTRIES MONTREUIL (PIM)** à exploiter une installation de traitement de surface sur le territoire de la commune de GONESSE, 2, rue des Frères Montgolfier répertoriée aux rubriques 2565 et 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le rapport du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France en date du 20 mars 2014 ;

VU le courrier daté du 20 mars 2014 notifié le 27 mars 2014 à l'exploitant par la direction régionale et Interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France (DRIEE), lui transmettant le rapport de l'inspection des installations classées, conformément aux articles L171-6 et L514-5 du code de l'environnement et lui accordant un délai de quinze jours pour faire des observations ;

CONSIDERANT qu'au regard des activités relevant des rubriques 2565 et 3260 de la nomenclature ICPE et des activités connexes exercées par la société PIM et notamment de leur volume, ladite société est soumise à l'obligation de constitution de garanties financières pour ces activités et doit, en application de l'arrêté du 31 mai 2012 susvisé, proposer à Monsieur le préfet du Val-d'Oise un montant des garanties financières accompagnées des justifications techniques ;

CONSIDERANT que la direction régionale et Interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France (DRIEE) a demandé le 10 janvier 2013 puis le 10 janvier 2014 la remise d'une proposition de garanties financières ; que le délai accordé à l'exploitant concernant l'estimation de garanties financières a expiré le 31 janvier 2014 sans aucune transmission de sa part ;

CONSIDERANT que l'absence de transmission de proposition de garanties financières constitue un manquement aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées ;

CONSIDERANT en conséquence que, afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application de l'article L 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PIM de se conformer aux prescriptions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 par la transmission d'une proposition de montant des garanties financières ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Val d'Oise ;

ARRETE

Article 1 : La société **PERRIEN INDUSTRIES MONTREUIL (PIM)** exploitant une activité de traitement de surface située 2, rue des frères Montgolfier sur la commune de GONESSE (95500) est mise en demeure de se conformer à l'article 3 de l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées en transmettant à monsieur le préfet du Val d'Oise une proposition de montant des garanties financières, **dans un délai de 15 jours** à compter de la notification du présent arrêté. Cette transmission devra être assortie des valeurs et justifications techniques des différents paramètres pertinents ayant permis le calcul à partir des éléments figurant à l'une des deux annexes de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination du montant des garanties financières.

Article 2 : En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues par les articles L 171-8 et L.173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de GONESSE pendant une durée d'un mois. Une copie de cet arrêté sera également déposée aux archives de cette mairie, et maintenue à la disposition du public. Le maire établira un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la Préfecture.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de CERGY-PONTOISE - 2/4, Boulevard de l'Hautil – B.P. 322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cédex:

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié.

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après la mise en service de l'installation, si celle-ci n'est pas intervenue dans les six mois.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Val-d'Oise, la Directrice Départementale des Territoires, le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Ile-de-France et le Maire de GONESSE sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le

02 MAI 2014

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général


JEAN-NOËL CHAVANNE

